

Turquie-UE : Le ministre allemand des affaires étrangères confirme son soutien à la poursuite des négociations d'adhésion avec la Turquie.

mardi 12 janvier 2010, par [Johannes Bauer](#)

Au sein de la coalition gouvernementale allemande, le torchon brûle à propos de la candidature de la Turquie à l'Union européenne (UE). La semaine passée, le plus petit partenaire de cette coalition (formée à l'issue des élections fédérales de septembre 2009, cf. nos éditions des 2, 5, 9 octobre 2009), l'Union chrétien-sociale (CSU), s'est servi de ses traditionnelles assises à Wildbad Kreuth, en Bavière, pour réaffirmer sans nuance son rejet de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Parti frère bavarois de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel, la CSU a instrumentalisé la question turque pour accentuer son profil conservateur, apparemment en faisant fi de l'accord de coalition qu'elle a signé avec la CDU et le parti libéral (FDP). Sans se déclarer favorable à l'entrée de la Turquie dans l'UE, cet accord programmatique, qui définit la politique que le gouvernement allemand se propose de mener pendant la législature, déclare explicitement que les négociations d'adhésion avec Ankara constituent un processus dont l'issue reste ouverte (cf. notre édition du 28 octobre 2009).

La prise de position de la CSU gêne le parti libéral allemand (FDP). Deuxième partenaire de la coalition berlinoise, le FDP insiste, en effet, sur la nécessité de mener les négociations d'adhésion jusqu'à leur terme. Que ce positionnement des libéraux soit plus motivé par le souci de garantir une certaine continuité à la politique étrangère allemande que par un réel enthousiasme pour une adhésion de la Turquie à l'UE, ne le rend pourtant pas moins ferme dans les faits. Lors de sa visite à Ankara et Istanbul, du 6 au 8 janvier 2009, le ministre allemand des affaires étrangères et vice-chancelier, Guido Westerwelle (FDP), s'est donc employé à mettre les choses au point. Affirmant qu'il n'était pas venu « comme un touriste, en pantalons courts », mais comme représentant du gouvernement allemand, il a souligné que ce dernier soutenait les négociations et qu'une décision sur l'adhésion de la Turquie à l'UE ne serait prise qu'après l'achèvement de ce processus. « Je vous le dit clairement : ce qui a été stipulé par l'UE et Ankara reste valable. C'est valable aussi pour le gouvernement allemand. Je me porte garant de cela. », a déclaré le chef de la diplomatie allemande. Soulignant l'importance stratégique de la Turquie, son potentiel économique et la présence de 4000 entreprises allemandes en Turquie, Guido Westerwelle a appelé ceux qui critiquent la poursuite des négociations d'adhésion avec Ankara à penser « un peu moins aux intérêts de leurs partis respectifs et un peu plus à l'Allemagne. »

En Turquie, le positionnement en faveur des négociations de Guido Westerwelle a plutôt surpris. Ici (comme ailleurs probablement), les subtilités de la vie politique allemande (avec notamment les comités et les accords de coalition gouvernementale) sont peu connues. Ce fut déjà une agréable surprise, pour l'opinion publique turque, de voir qu'une Allemagne dirigée par une chancelière chrétienne-démocrate ne bloquait pas l'adhésion de la Turquie. Que l'attitude de Berlin ne change pas après que les dernières élections ont vu cette même chancelière se débarrasser de son précédent partenaire social-démocrate (favorable à la candidature turque), n'a probablement pas non plus été bien compris par le grand public turc. Or, il est possible qu'Ankara ait gagné un allié important en Guido Westerwelle. Avant de continuer son voyage vers l'Arabie Saoudite, en effet, le ministre allemand a rencontré le patriarche grec-orthodoxe Bartholomée I^{er}. Selon les rumeurs, le patriarche aurait laissé entendre que le gouvernement turc actuel avait fait plus pour les minorités en Turquie que tous ses prédécesseurs réunis, et que l'intégration européenne de ce pays était la meilleure chose qui puisse arriver aux chrétiens turcs. Selon nombre d'observateurs, cette opinion aurait fait forte impression sur Guido Westerwelle.

Ainsi, le patriarche serait parvenu à faire oublier les remous provoqués par ses déclarations acerbes sur le traitement de la minorité orthodoxe en Turquie, à l'occasion d'une interview diffusée récemment par une chaîne de télévision américaine (cf. notre édition du 22 décembre 2009). Et, qui sait, grâce à lui peut-être, Ankara peut espérer que Guido Westerwelle ne se contente plus, à l'avenir, de défendre la poursuite du processus de négociations, mais qu'il devienne purement et simplement un partisan de l'adhésion turque ?

Johannes Bauer

[Article original de l'Ovipot](#)

Sources

Source : Ovipot, le 11.01.10